

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
N° 20251013-DEC-DAEN1111 DU 16 DEC. 2025**

**PORTANT MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'INSTALLATION  
DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS PRODUITS DANS LES CASIERS DE STOCKAGE DE  
DÉCHETS NON DANGEREUX DU CENTRE SITUÉ 345 CHEMIN DES BOUZARUDES À  
DONZERE, EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST**

**La préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2510, 2517, 2714, 2716, 2760, 2791, 2713, 3540, 2515 et 2921 de cette nomenclature ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Madame Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2024-02-05-00001 du 5 février 2024 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 autorisant la société SITA CENTRE EST, dont le siège social est situé Gerland Plaza, Bâtiment A, 19 rue Pierre-Gilles de GENNES, 69 007 LYON, à exploiter sur le territoire de la commune de DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes, un établissement d'une surface globale de 478 850 m<sup>2</sup>, constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, ainsi qu'une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de traitement de déchets non dangereux composée :
- d'un centre de tri et de transfert d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
  - d'une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles d'envois ;
  - d'une plate-forme de valorisation de métaux ;
  - d'une plate-forme de valorisation de bois ;
  - d'une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles.
- VU** la lettre de déclaration de changement de dénomination sociale de la société SITA CENTRE EST adressée le 2 août 2016 à Monsieur le Préfet de la Drôme, sa nouvelle dénomination sociale étant la société SUEZ RV Centre Est, dont l'adresse du siège social est Universaone, 18 rue Félix Mangini, 69 009 LYON ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°2019060-0003 du 28 février 2019 imposant des prescriptions complémentaires à l'établissement susvisé, portant sur la gestion des émissions olfactives ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 modifiant et complétant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2024 portant modification de prescriptions sur la gestion du biogaz et autorisation d'évolution de gestion des eaux pluviales de la zone DONZERE 3 de l'établissement susvisé ;
- VU** le dossier de porter à connaissance présenté le 27 novembre 2024 par la société SUEZ RV Centre Est, portant sur une nouvelle unité de traitement des lixiviats envisagée dans l'établissement susvisé, avec réutilisation sur place des perméats produits ;
- VU** le rapport référencé 20250121-RAP-DAEN0075 du 13 février 2025 de l'inspection des installations classées montrant, d'une part la nécessité de compléter le dossier susvisé, d'autre part que la nouvelle unité de traitement des lixiviats envisagée ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;
- VU** la seconde version du dossier de porter à connaissance présentée le 1<sup>er</sup> juillet 2025 par la société SUEZ RV Centre Est, portant sur la nouvelle unité de traitement des lixiviats envisagée dans l'établissement susvisé ;
- VU** le rapport référencé 20251013-RAP-DAEN1110 et les propositions en date du 13 octobre 2025 de l'inspection des installations classées, portant la nouvelle unité de traitement des lixiviats envisagée dans l'établissement susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 20 novembre 2025 ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 4 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** l'article 11-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé qui précise que le traitement des lixiviats est réalisé selon la hiérarchie suivante :

- « 1. Traitement dans une installation implantée dans le périmètre de l'installation génératrice de lixiviats.*
- 2. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires,*
- 3. Uniquement en cas de défaillances ponctuelles des traitements prévus aux deux points précédents : traitement dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents. » ;*

**CONSIDÉRANT** que le dimensionnement et les caractéristiques annoncées de la nouvelle unité de traitement des lixiviats envisagée permettront, sauf situation exceptionnelle :

- de traiter sur place la totalité des lixiviats produits dans l'établissement susvisé ;
- d'utiliser les perméats résultant du traitement à des fins d'abattement des poussières et d'arrosage de la végétation présente sur les zones réaménagées au droit des casiers de stockage de déchets ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par la nouvelle unité de traitement des lixiviats envisagée dans l'établissement sus-visé ;

Le pétitionnaire entendu ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Unité de traitement de lixiviats**

#### **Article 1.1**

Les prescriptions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2024 sus-visé, sont ainsi modifiées :

*« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur. Sauf incompatibilité, elles respectent également les plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment le dossier de porter à connaissance du 20 octobre 2022 sus-visé, portant sur une évolution de la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la zone DONZERE 3, et le dossier de porter à connaissance du 1<sup>er</sup> juillet 2025 sus-visé, portant sur une nouvelle unité de traitement des lixiviats produits dans l'établissement autorisé. »*

#### **Article 1.2**

Les prescriptions de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, sont ainsi modifiées :

*« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories suivantes d'effluents ou d'eaux :*

- Eaux pluviales de ruissellement extérieures au site,*
- Eaux pluviales de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets,*
- Eaux pluviales de ruissellement intérieures au site, susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets,*
- Eaux souterraines issues des dispositifs de drainage destinés à éviter l'alimentation des casiers latéralement ou par la base,*
- Lixiviats, effluents contaminés au contact des déchets,*
- Perméats résultant du traitement des lixiviats par l'unité de traitement décrite dans le dossier de porter à connaissance du 1<sup>er</sup> juillet 2025 sus-visé,*
- Eaux de lavage des engins et du centre de tri et de transfert de déchets non dangereux,*
- Eaux sanitaires. »*

#### **Article 1.3**

Les prescriptions du premier paragraphe de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, sont ainsi modifiées :

« Le dispositif de drainage et de collecte des lixiviats est conçu et dimensionné pour éviter tout colmatage et limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains. La production maximale calculée de lixiviats dans le site est estimée à 26 000 m<sup>3</sup>, soit 70 à 80 m<sup>3</sup> par jour. »

#### **Article 1.4**

Les prescriptions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, sont ainsi modifiées :

« La dilution, l'épandage ou le rejet de lixiviats dans le milieu naturel sont interdits.

Les lixiviats sont traités dans l'installation décrite dans le dossier de porter à connaissance du 1<sup>er</sup> juillet 2025 sus-visé. Sa capacité s'élève à 80 m<sup>3</sup>/j. Elle est implantée sur une aire formant rétention à l'intérieur du site.

Le procédé de traitement appliqué se compose des principales étapes suivantes :

- 1 - préfiltration primaire par filtre à sable ;
- 2 - préconcentration des lixiviats par osmose inverse ;
- 3 - premier évapoconcentrateur (comprenant les deux passes de flot tombant existant pour porter la concentration à 15 % de siccité) ;
- 4 - un nouvel évaporateur à circulation forcée dimensionné pour porter la concentration finale à 30 % de siccité ;
- 5 - un condenseur de capacité 1 500 kW couplé à une tour adiabatique de 1 500 kW ;
- 6 - retour des condensats d'évaporation en tête en mélange avec les lixiviats ;
- 7 - retour en tête d'évaporateur des eaux de contre-lavage des filtres à sable.

Les surconcentrats : Leur acceptation dans le casier du centre en cours d'exploitation n'est possible qu'aux conditions suivantes :

- Leur siccité est supérieure ou égale à 30 % ;
- Leurs caractéristiques répondent à la définition des déchets non dangereux admissibles en centre de stockage.

La première année suivant la mise en exploitation de l'installation de traitement de lixiviats, la fréquence d'analyses montrant que les surconcentrats répondent à la définition des déchets non dangereux admissibles en centre de stockage est trimestrielle.

Si, au terme de cette première année, les résultats de toutes les analyses effectuées montrent que les surconcentrats sont des déchets non dangereux, une fréquence annuelle d'analyses est adoptée.

Dans le cas contraire, la fréquence trimestrielle est maintenue.

Les perméats : Ils sont stockés dans un bassin de 2 800 m<sup>3</sup>. Trimestriellement, ils font l'objet d'analyses portant sur leurs caractéristiques physico-chimiques. Les paramètres à analyser sont ceux listés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

*Si les résultats des analyses montrent le non-respect d'une ou plusieurs des limites fixées à l'annexe I sus-mentionnée, les perméats sont à considérer comme des déchets et à traiter en tant que tels.*

*Si les limites fixées à l'annexe I sus-mentionnée sont respectées, les perméats peuvent être utilisés :*

- Pour l'arrosage des pistes, sous réserve que la méthode d'application ne conduise pas à ruissellement ;*
- Pour l'arrosage de la végétation présente sur les zones réaménagées, uniquement au droit des casiers de stockage de déchets non dangereux, et en évitant le ruissellement.*

*La première année suivant la mise en exploitation de l'installation de traitement de lixiviats, les perméats font l'objet d'analyses portant sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) selon les dispositions précisées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, c'est-à-dire trois campagnes d'analyse, avec une limite de quantification à 0,01 µg/l afin de pouvoir vérifier l'efficacité du traitement par osmose inverse sur ces substances. Ces analyses sont déclarées dans GIDAF.*

*Les résultats des analyses réalisées sur les surconcentrats et les perméats sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Une synthèse de ces résultats figure dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.*

*L'installation de traitement de lixiviats est automatisée, tout défaut de nature à générer un risque d'explosion ou de pollution doit être détecté et signalé. Il doit placer l'installation en position de sécurité.*

*Le contrôle du bon fonctionnement de l'installation est réalisé au moins hebdomadairement par un personnel formé. Une traçabilité de ces contrôles est assurée.*

#### **Article 1.5**

*Les prescriptions du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, sont ainsi complétées :*

*« La tour adiabatique de 1 500 kW, utilisée occasionnellement dans le cadre du traitement des lixiviats, fait l'objet d'un suivi bactérien de façon à s'assurer de l'absence de risque sanitaire engendré, par exemple, par la prolifération de légionelles.*

*La traçabilité de ce suivi bactérien est assurée et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

#### **Article 2 : Rejets des eaux dans le milieu naturel**

*Les prescriptions de l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, sont ainsi modifiées :*

**« Article 4.3.15.1. Rejet des eaux du bassin mixte orage-incendie dans celui situé au Nord du site**

Une valeur de pH comprise entre 6,5 et 8,5, une conductivité inférieure à 1 200 microS/cm et une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l conditionnent le rejet des eaux du bassin mixte orage-incendie dans le bassin 8 500 m<sup>3</sup> situé au Nord du site. Au-delà de ces valeurs, ou en cas de coloration anormale, sont analysés les paramètres visés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Si les limites de concentration sont dépassées, les eaux ne peuvent être rejetées, elles doivent subir un traitement approprié.

Les paramètres de chaque vidange (date, heure, paramètres de contrôle, volume) sont consignés dans un registre de suivi.

#### **Article 4.3.15.2. Rejet des eaux dans le milieu naturel**

Une valeur de pH comprise entre 6,5 et 8,5, et une conductivité inférieure à 1 200 microS/cm conditionnent le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel. Au-delà de ces valeurs, ou en cas de coloration anormale, sont analysés les paramètres visés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans un bassin d'infiltration, non seulement la convention qui le lie au propriétaire de ce bassin, mais aussi les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Pendant toute la période d'exploitation des casiers de stockage de déchets non dangereux du site, une analyse du pH et une mesure de la conductivité des eaux pluviales sont réalisés :

- 1 - mensuellement dans les bassins étanches de stockage situés à l'intérieur du site,
- 2 - avant tout déversement dans un bassin d'infiltration, hormis lors d'événements pluvieux de fréquence décennale.

Les paramètres de rejet doivent respecter les critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides fixés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. »

#### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

#### **Article 4 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de DONZERE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de la commune de DONZERE fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Exécution – Notification**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et la maire de DONZERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **16 DEC. 2026**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

